

382027-2026 - Mise en concurrence

France – Services de sécurité – PRESTATIONS DE SURVEILLANCE HUMAINE ET /OU DE FILTRAGE POUR DES SITES (INDUSTRIELS, ADMINISTRATIFS ET COMMERCIAUX) DE LA POSTE DE MAYOTTE 976

OJ S 105/2026 03/06/2026

Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Services

1. Acheteur

1.1. Acheteur

Nom officiel: La Poste

Adresse électronique: dominique.pothin@laposte.fr

Forme juridique de l'acheteur: Entreprise publique

Activité de l'entité adjudicatrice: Services postaux

2. Procédure

2.1. Procédure

Titre: PRESTATIONS DE SURVEILLANCE HUMAINE ET /OU DE FILTRAGE POUR DES SITES (INDUSTRIELS, ADMINISTRATIFS ET COMMERCIAUX) DE LA POSTE DE MAYOTTE 976

Description: Prestations de surveillance humaine et/ou de filtrage pour des sites de La Poste du département de Mayotte. Les sites concernés sont des ERP, des établissements industriels de la branche Courrier et Colis ainsi que des sites administratifs. Les prestations attendues sont : 1. Prestations récurrentes : • la surveillance générale du site • la ronde de sécurité / sûreté • la prévention et la lutte contre l'incendie • la prévention et la lutte contre les actes de malveillance • la prévention et la lutte contre les incivilités et agressions • l'assistance à personnes et secours à victimes • la prévention des risques techniques • le contrôle de l'accès des personnes et des véhicules 2. Prestations non récurrentes sur demande de La Poste : • le poste d'inspection filtrage (PIF), • la cynotechnique • la prestation complémentaire planifiée • la prestation occasionnelle planifiée • la prestation en urgence • la prestation spécifique • la prestation d'accompagnement exceptionnelle La consultation est composée d'un lot unique : Lot Mayotte 976. Un accord cadre sera conclu avec l'attributaire du marché. Le traitement des données de La Poste, y compris l'hébergement, la sauvegarde et/ou la consultation devra impérativement être localisé au sein de l'Union Européenne (UE), d'un pays de l'Espace Economique Européen (EEE), d'un pays reconnu comme adéquat par l'Union Européenne.

Identifiant de la procédure: e22518fe-e3fb-4c76-929d-6c2a65fa6999

Type de procédure: Négociée avec publication préalable d'un appel à la concurrence / concurrentielle avec négociation

La procédure est accélérée: non

2.1.1. Objet

Nature principale du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 79710000 Services de sécurité

Nomenclature complémentaire (cpv): 79710000 Services de sécurité

2.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Mayotte (FRY50)
Pays: France
Informations complémentaires: Département de Mayotte

2.1.3. Valeur

Valeur estimée hors TVA: 626 550,00 EUR

2.1.4. Informations générales

Informations complémentaires: Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques (économiques/ financières ou techniques/ professionnelles), il doit : - Justifier des capacités de ce ou ces opérateurs et - Apporter la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié, notamment une attestation sur l'honneur de cet autre opérateur économique confirmant ses capacités et leur mise à disposition du candidat pendant l'exécution du marché. La demande de participation accompagnée des renseignements et documents demandés (sur questionnaire d'information ou sous format libre) devront être remis sur le Portail Fournisseurs (<https://e-sourcing.extra.laposte.fr>). En cas de difficulté, les candidats pourront contacter la cellule support au 02 72 65 29 10 ou mag.fournisseur@laposte.fr Tous les documents demandés devront être remis avant la date et l'heure limites mentionnées dans l'avis. Le candidat souhaitant répondre via le DUME le remettra au format pdf et au format xml dans un ZIP. Conformément aux dispositions de articles R.2143-13 du Code de la commande publique, le candidat n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements demandés dans le cadre du présent avis qui peuvent être obtenus via un système électronique de mise à disposition d'information administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique accessible gratuitement par La Poste et ses filiales. Dans ce cas, le candidat précisera dans le dossier de réponse toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace.

Base juridique:

Directive 2014/25/UE

2.1.6. Motifs d'exclusion

Sources des motifs d'exclusion: Avis

Motifs d'exclusion purement nationaux: La non remise des documents indiqués ci-dessous entrainera l'élimination du candidat. Le candidat remettra, sur la plate-forme Provigis (<https://www.provigis.com/>), les documents indiqués ci-dessous : 1/ son numéro unique d'identification 2/ Si le candidat se trouve admis au redressement judiciaire au sens de l'article L. 631-1 du Code de commerce, joindre la copie du jugement prononçant un plan de redressement ou habilitant la poursuite des activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché conformément à l'article L 2141-3 du Code de la commande publique. Si le candidat est admis à un procédure équivalente régie par un droit étranger, le jugement doit être accompagné d'une traduction certifiée s'il n'est pas rédigé en langue française. 3/ une déclaration dûment datée et signée sur papier à en-tête du fournisseur, pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article L.2141-1,L.2141-4 et L.2141-5 du Code de la commande publique 4/ les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L.2141-2 du Code de la commande publique, c'est-à-dire : - une attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF prouvant qu'il est à jour de ses cotisations et contributions sociales et attestant de la régularité de sa situation au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés. - une attestation fiscale justifiant de la régularité de sa situation fiscale (paiement de la TVA, de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu) 5/ si le candidat emploie des salariés étrangers : la liste nominative des salariés étrangers

employés et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L. 5221-2 du Code du travail, précisant pour chaque salarié, conformément à l'article D. 8254-2 du Code du travail, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Les candidats établis à l'étranger fournissent les pièces prévues aux articles D 8222-7 et D 8254-3 du code du travail. 6/ si le candidat emploie des travailleurs détachés, les pièces prévues à l'article R.1263-12 du Code du Travail. 7/ L'agrément et l'autorisation délivrés par le conseil national des activités de sécurité privée prévus aux articles L 612-6 et L 612-9 du code de la sécurité intérieure. Si le candidat se présente en groupement, il fournira une lettre de constitution du groupement, signée par chacun de ses membres, précisant les dénomination, adresse, téléphone et adresse électronique de chacun des cotraitants, l'identité du mandataire, et les pouvoirs qui lui sont donnés. Chaque membre du groupement devra fournir l'ensemble des renseignements demandés à la présente rubrique. La non-remise de ces documents entraînera l'élimination du candidat.

5. Lot

5.1. Lot: LOT-0001

Titre: PRESTATIONS DE SURVEILLANCE HUMAINE ET /OU DE FILTRAGE POUR DES SITES (INDUSTRIELS, ADMINISTRATIFS ET COMMERCIAUX) DE LA POSTE DE MAYOTTE 976

Description: Prestations de surveillance humaine et/ou de filtrage pour des sites de La Poste du département de Mayotte. Les sites concernés sont des ERP, des établissements industriels de la branche Courrier et Colis ainsi que des sites administratifs. Les prestations attendues sont : 1. Prestations récurrentes : • la surveillance générale du site • la ronde de sécurité / sûreté • la prévention et la lutte contre l'incendie • la prévention et la lutte contre les actes de malveillance • la prévention et la lutte contre les incivilités et agressions • l'assistance à personnes et secours à victimes • la prévention des risques techniques • le contrôle de l'accès des personnes et des véhicules 2. Prestations non récurrentes sur demande de La Poste : • le poste d'inspection filtrage (PIF), • la cynotechnique • la prestation complémentaire planifiée • la prestation occasionnelle planifiée • la prestation en urgence • la prestation spécifique • la prestation d'accompagnement exceptionnelle Le nombre de sites concernés par les prestations récurrentes est fixé à 4 : Mamoudzou, Dzoumogne, Dembeni, Dzaoudzi Labattoir Cette liste, non exhaustive, peut évoluer en fonction des besoins de La Poste de Mayotte et ne constitue aucunement un engagement de volume de la part de La Poste. Le nombre d'attributaires envisagé pour ce lot est de : 1 Le maximum de l'accord-cadre est fixé à 815 000 € HT sur la durée totale de l'accord-cadre, périodes de reconduction comprises. La durée de validité de l'offre est d'un an. Le traitement des données de La Poste, y compris l'hébergement, la sauvegarde et/ou la consultation devra impérativement être localisé au sein de l'Union Européenne (UE), d'un pays de l'Espace Economique Européen (EEE), d'un pays reconnu comme adéquat par l'Union Européenne.

5.1.1. Objet

Nature principale du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 79710000 Services de sécurité

Options:

Description des options: Les options sont les périodes de reconductions du marché. Le marché sera conclu pour une période ferme de 12 mois. Il pourra être renouvelé par tacite reconduction par périodes successives de 12 mois dans la limite de 4 fois, sauf dénonciation selon les conditions définies dans le contrat.

5.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Mayotte (FRY50)

Pays: France

Informations complémentaires: Département de Mayotte

5.1.3. Durée estimée

Date de début: 05/10/2026

Date de fin de durée: 04/10/2031

5.1.4. Reconduction

Nombre maximum de reconductions: 0

5.1.5. Valeur

Valeur estimée hors TVA: 626 550,00 EUR

5.1.6. Informations générales

Participation réservée:

La participation n'est pas réservée.

Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés: Exigence dans la demande de participation

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP): oui

Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME): oui

Informations complémentaires: Il est précisé qu'une même entreprise ne pourra pas faire acte de candidature : - En candidat individuel et en tant que membre d'un ou plusieurs groupements Et/ou - En tant que membre de plusieurs groupements. La Poste retiendra les 5 candidats les mieux classés au regard des critères déterminés ci-dessous, sous réserve de l'obtention d'une note supérieure ou égale à 10/20.

5.1.9. Critères de sélection

Sources des critères de sélection: Avis

Critère: Autres exigences économiques ou financières

Description du critère de sélection: Pérennité financière : ce critère représente 40 % de la note globale. La notation de la pérennité financière sera fondée sur l'analyse des bilans et comptes de résultat du candidat. Le candidat devra fournir les liasses fiscales (aussi appelées liasses CERFA) ou tout document équivalent (c'est à dire bilans, comptes de résultats, annexes numérotées de 2050 à 2059 inclus et les rapports de gestion) , des trois derniers exercices clôturés. En cas de création récente, le candidat devra fournir tout autre justificatif de nature à démontrer sa capacité économique et financière. Si le candidat se présente en groupement, chaque membre du groupement devra fournir l'ensemble des renseignements demandés à la présente rubrique.

Critère: Références sur des services spécifiés

Description du critère de sélection: Références clients (Critère est pondéré à 35 %). Le candidat présentera 3 références clients de moins de trois ans pour des prestations, équivalentes à celles objet du marché auquel il candidate, pour des clients ayant une organisation similaire à la Poste. A ce titre, le candidat fournira pour chaque référence client: * nom de la société cliente, * date du marché * intitulé, durée et contenu du marché (description technique et fonctionnel), * montant annuel du marché en EUR HT, Le candidat fournira pour chacun des marchés une attestation délivrée par le client (nom, qualité, coordonnées). À défaut, le candidat fournit une attestation sur l'honneur mentionnant ces mêmes informations, La Poste se réservant le droit d'en vérifier la réalité auprès du client.

Critère: Effectif moyen annuel

Description du critère de sélection: Effectifs (Critère est pondéré à 25%). Le candidat indiquera l'effectif moyen annuel auquel il a eu accès sur les trois dernières années, et précisera : - Les effectifs dans le domaine de compétence du marché - Le nombre d'agents de Prévention et de sécurité - Le nombre d'encadrants Pour chacune des catégories, le candidat précisera s'il dispose de l'effectif directement ou indirectement.

5.1.11. Documents de marché

L'accès à certains documents de marché est restreint

Justification de la restriction de l'accès à certains documents de marché: Questions relatives aux droits de propriété intellectuelle

Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles: français

Des informations sur les documents restreints sont disponibles à l'adresse suivante: <https://e-sourcing.extra.laposte.fr>

5.1.12. Conditions du marché public

Conditions de la procédure:

Une habilitation de sécurité est requise

Description: La prestation est réservée à une profession déterminée. Le marché est réservé aux entreprises disposant de l'autorisation et l'agrément d'exercer une activité de sécurité privée prévue aux articles L 612-6 et L612-9 du code de la sécurité intérieure. Le personnel affecté aux prestations devra disposer de la carte professionnelle et de la formation obligatoire pour exercer l'activité de sécurité privée (article L612-20 et suivants du code de la sécurité intérieure). Les attributaires devront justifier de l'habilitation de leur personnel lors de l'attribution du marché et/ou des commandes et pendant toute la durée d'exécution du marché.

Conditions de soumission:

Soumission par voie électronique: Requise

Adresse de soumission: <https://e-sourcing.extra.laposte.fr>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation/candidatures peuvent être présentées: français

Catalogue électronique: Non autorisée

La signature ou le cachet électronique avancé(e) ou qualifié(e) [au sens du règlement (UE) N° 910/2014] est requis(e)

Variantes: Non autorisée

Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres: Non autorisée

Description de la garantie financière: Le candidat devra fournir à La Poste avant la signature du contrat une attestation d'assurance (RC exploitation, RC professionnelle).

Date limite de réception des demandes de participation/candidatures: 13/07/2026 08:00:00 (UTC+02:00) Heure de l'Europe orientale, heure d'été de l'Europe centrale

Conditions du marché:

Le contrat doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés: Non

Conditions relatives à l'exécution du contrat: Les conditions d'exécution du contrat sont décrites dans les documents du marché.

Un accord de confidentialité est requis: non

Facturation électronique: Non autorisée

La commande en ligne sera utilisée: non

Le paiement électronique sera utilisé: non

Forme juridique que doit revêtir un groupe de soumissionnaires auquel un marché est attribué:

Dans le cas où le marché serait attribué à un groupement, afin de sécuriser l'exécution du

marché pendant toute sa durée, le groupement devra avoir la forme d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

Arrangement financier: - Financement du marché par les ressources propres de La Poste. - La Poste procède au paiement, sauf disposition légale contraire ou accord spécifique entre les parties, dans un délai de 60 jours à compter de la date d'émission de la facture. - L'Euro est l'unité monétaire choisie pour le paiement des prestations, fournitures ou travaux. - Les sous-traitants bénéficieront du paiement direct dans les conditions du Code de la Commande Publique.

5.1.15. Techniques

Accord-cadre:

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Informations sur le système d'acquisition dynamique:

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16. Informations complémentaires, médiation et recours

Organisation chargée des procédures de médiation: Le Médiateur des entreprises

Organisation chargée des procédures de recours: Tribunal Judiciaire de Paris

Description des délais d'introduction des procédures de recours: Les personnes qui ont un intérêt à conclure le contrat et qui sont susceptibles d'être lésées par des manquements aux obligations de publicité et de mise en concurrence peuvent exercer un référé précontractuel (article 1441-1 à 1441-3-1 du code de procédure civile) avant la signature du contrat ou un référé contractuel (articles 1441-1 à 1441-3-1 du code de procédure civile) dans un délai de 31 jours suivant la publication de l'avis d'attribution au JOUE.

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché: La Poste

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché: La Poste

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours: Tribunal Judiciaire de Paris

Organisation qui reçoit les demandes de participation/candidatures: La Poste

Organisation qui traite les offres: La Poste

8. Organisations

8.1. ORG-0001

Nom officiel: La Poste

Numéro d'enregistrement: 356000000

Adresse postale: 9 RUE DU COLONEL PIERRE AVIA

Ville: PARIS

Code postal: 75015

Subdivision pays (NUTS): Paris (FR101)

Pays: France

Point de contact: Dominique POTHIN

Adresse électronique: dominique.pothin@laposte.fr

Téléphone: +262693206320

Adresse internet: <https://www.laposte.fr>

Profil de l'acheteur: <https://e-sourcing.extra.laposte.fr>

Rôles de cette organisation:

Acheteur

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché

Organisation qui reçoit les demandes de participation/candidatures

Organisation qui traite les offres

8.1. ORG-0002

Nom officiel: Tribunal Judiciaire de Paris

Numéro d'enregistrement: 17750111101763

Adresse postale: PARVIS DU TRIBUNAL DE PARIS

Ville: PARIS CEDEX 17

Code postal: 75859

Subdivision pays (NUTS): Paris (FR101)

Pays: France

Adresse électronique: tj-paris@justice.fr

Téléphone: +33 144325151

Adresse internet: <https://www.tribunal-de-paris.justice.fr>

Rôles de cette organisation:

Organisation chargée des procédures de recours

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

8.1. ORG-0003

Nom officiel: Le Médiateur des entreprises

Numéro d'enregistrement: MEDiateur_ENTREPRISES

Adresse postale: 98 -102 RUE DE RICHELIEU

Ville: PARIS

Code postal: 75002

Subdivision pays (NUTS): Paris (FR101)

Pays: France

Point de contact: Le Médiateur des entreprises

Adresse électronique: mediateur.des-entreprises@finances.gouv.fr

Téléphone: +33 100000000

Adresse internet: <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

Rôles de cette organisation:

Organisation chargée des procédures de médiation

Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis: 7c6180f2-5a6c-45ab-8b08-ff610b40efc8 - 01

Type de formulaire: Mise en concurrence

Type d'avis: Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Sous-type d'avis: 17

Date d'envoi de l'avis: 02/06/2026 10:59:37 (UTC+00:00) Heure de l'Europe occidentale, GMT

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible: français

Numéro de publication de l'avis: 382027-2026

Numéro de publication au JO S: 105/2026

Date de publication: 03/06/2026